

## DÉFI ENTREPRENEURIAL FACE À LA SITUATION SOCIO-ÉCONOMIQUE ACTUELLE DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

par

**André OMANGA SHEKESEKE**

*Professeur*

**Junior TONDI MUZINGA**

*Assistant*

(Tous) Haute Ecole de Commerce

### Résumé

Notre réflexion sur le défi entrepreneurial face à la situation socio-économique actuelle de la République Démocratique du Congo consiste à répondre à la question de savoir : quels sont les défis à la base du freinage de l'élan entrepreneurial en République Démocratique du Congo ? De cette préoccupation de recherche a découlé l'objectif d'identifier les facteurs à surmonter pour booster l'esprit entrepreneurial dans ce pays afin de réduire la pauvreté qui s'y observe et qui est devenue chronique. Cela étant, sans être exhaustifs, les facteurs identifiés sont notamment : l'environnement des affaires difficile, le faible niveau d'éducation financière, le marché intérieur restreint et faible pouvoir d'achat de la population, le secteur informel prépondérant, ainsi que l'esprit d'entreprise peu développé.

Pour y faire face, nous avons noté qu'au-delà des réponses adéquates à réserver aux problèmes soulevés, il est nécessaire notamment de créer des infrastructures d'appuis financiers (un fonds de garantie pour les investissements) et non-financiers aux entreprises, particulièrement les PME (les incubateurs), renforcer les capacités d'investissement des institutions de formation professionnelle et des organisations d'appui aux PME, et développer les infrastructures d'appui au commerce, à l'industrie et aux services.

**Mots-clés** : Entrepreneuriat, élan entrepreneurial, esprit entrepreneurial, fond de garantie, incubateur, petite et moyenne entreprise.

### Abstract

Our reflection on the entrepreneurial challenge facing the current socio-economic situation in the Democratic Republic of Congo consists of answering the question : what are the challenges underlying the slowdown of entrepreneurial momentum in the Democratic Republic of Congo? From this research concern arose the objective of identifying the factors to overcome to boost the entrepreneurial spirit in this country in order to reduce the poverty observed there and which has become chronic. This being said, without being exhaustive, the factors identified are in particular: the difficult business environment, the low level of financial education, the restricted domestic

market and low purchasing power of the population, the predominant informal sector, as well as the underdeveloped entrepreneurial spirit.

To deal with this, we noted that beyond adequate responses to the problems raised, it is necessary in particular to create financial (a guarantee fund for investments) and non-financial support infrastructures for businesses, particularly SMEs (incubators), strengthen the investment capacities of professional training institutions and SME support organizations, and develop infrastructure supporting trade, industry and services.

**Keywords** : Entrepreneurship, entrepreneurial momentum, entrepreneurial spirit, guarantee fund, incubator, small and medium-sized business.

### INTRODUCTION

La République Démocratique du Congo (RDC) est l'un des pays les plus vastes au monde avec une dynamique démographique considérable actuellement estimée à une population de plus ou moins 102 millions d'habitants. Cependant, il se fait que ce pays reste parmi les plus pauvres de la planète en dépit des immenses ressources et potentialités naturelles qu'il regorge dans son sol et son sous-sol. Pourtant, il a vocation à être une puissance économique mondiale au regard des opportunités qui s'y trouvent.

Depuis son accession à l'indépendance, la RDC n'arrive pas encore à relever le défi du développement. En dépit de quelques prouesses enregistrées entre les années 1967 et 1972 que l'on considère du point de vue historique comme l'âge d'or de l'économie congolaise, bien des facteurs ont contribué à l'effondrement de ce géant tant sur le plan politique, social qu'économique. On observe que la majorité de la population vit dans la pauvreté avec un revenu inférieur au seuil de la pauvreté.

Devant cette situation, il est légitime de se demander ce qui se passe effectivement en termes de blocage d'esprit entrepreneurial pour que cette pauvreté demeure chronique !

Voilà pourquoi le présent article se propose de traiter du problème de l'entrepreneuriat en République Démocratique du Congo. Bien évidemment, notre réflexion n'est pas la première dans ce domaine, mais essaie d'ajouter à la littérature préexistante ce qui convient pour renforcer la conviction du monde scientifique sur ce à quoi il convient d'insister afin de résoudre le problème constaté. Cela étant, notre propos commence par contextualiser la réflexion ici menée puis de la justifier. Ensuite, un passage en revue de la littérature s'appuyant sur quelques réflexions passées nous permet de limiter la redondance et montrer tant soit peu la ligne de démarcation avec les autres. En troisième lieu, il est présentée une restitution historique du problème entrepreneurial en RDC. Après un bref exposé méthodologique qui s'ensuit, la réflexion débouche sur deux points essentiels avant la conclusion de l'étude, à savoir les résultats de l'étude ainsi que les perspectives pouvant être envisagées dans le futur pour résoudre le problème constaté.

## I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

De plus en plus, on considère que l'entrepreneuriat est un excellent moyen de lutte contre la pauvreté et le chômage, ce qui justifie le fait que dans la plupart de cas les économies sont soutenues par des initiatives privées entrepreneuriales à travers la création de petites et moyennes entreprises. C'est dans ce sens que l'OCDE considère que les PME privées hors du secteur agricole représentent 95% des économies tant de l'OCDE, des pays en transition que des pays en développement, et génèrent des ressources non négligeables<sup>1</sup>.

Depuis l'époque des Lumières, la pensée économique libérale promeut la liberté et la propriété, le développement de l'initiative privée et la possibilité accordée à tout individu de jouir des fruits de son propre travail, ce qui a largement conditionné le développement de l'approche entrepreneuriale, surtout en période de difficultés économiques, dans la mesure où entreprendre permet de développer son propre emploi<sup>2</sup>.

Or en République Démocratique du Congo, point n'est besoin de démontrer que la situation socio-économique qui y prévaut reste alarmante. En effet, le dispositif 1-2-3 d'enquête sur l'emploi menée en 2004-2005 par l'INS (Institut National de la Statistique) a fourni le premier détaillé des principales caractéristiques de l'activité et du chômage dans le pays. Cette étude a mis en évidence le fait qu'à cette époque les jeunes chômeurs de moins de 15 ans représentaient 13,5% pour ceux du sexe masculin contre 4% pour ceux du sexe féminin ; tandis que ceux situés sur la tranche de 15 à 29 ans représentaient respectivement 20,3% pour le masculin contre 18,2% pour le féminin<sup>3</sup>.

En outre, cette enquête notait également que les personnes dont l'âge est compris entre 50 et 60 ans étaient plus vulnérables aux difficultés d'insertion au marché du travail, ce qui est fréquent plus l'âge avance. Ce phénomène est exacerbé par la lourdeur de l'appareil étatique de mise en retraite des personnes à l'âge d'être retraité.

Si l'on admet que la situation s'est détériorée davantage depuis cette enquête, il est curieux de constater que le taux de chômage n'a été, d'après la Banque Mondiale<sup>4</sup>, que de 4,50% en 2022 ; heureusement que ce pourcentage l'est par rapport à la main d'œuvre totale en considération de la définition de l'OIT qui ne prend en compte que celle qui est disposée à travailler et qui cherche de l'emploi ; pourtant, les non-employés en RDC n'ont pas la culture de s'enregistrer comme chômeur, pour une raison ou pour une autre.

Par ailleurs, le tableau de la situation socio-économique de la RDC paraît sombre lorsque la BCC (Banque Centrale du Congo)<sup>5</sup> révèle que la croissance en RDC n'est pas inclusive du fait que

<sup>1</sup> OCDE (2004). Caractéristiques et importance des PME. Revue de l'OCDE sur le développement, no5, 37-46. <https://www.cairn.info/revue--2004-2-page-37.htm>.

<sup>2</sup> Schmitt, C., et al. (2016). Chapitre 3. Entrepreneuriat et économie. Dans : Frank Janssen éd., *Entreprendre: Une introduction à l'entrepreneuriat* (pp. 59-72). Louvain-la-Neuve: De Boeck Supérieur.

<sup>3</sup> Makabu Ma Nkenda, T., Mba, M., Torelli, C. (2005). *L'Emploi, le Chômage et les Conditions d'Activité en République Démocratique du Congo : Principaux résultats de la phase 1 de l'Enquête 1-2-3 2004-2005*. Paris : DIAL.

<sup>4</sup> <https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMTendanceStatPays/?codeStat=SL.UEM.TOTL.ZS&codePays=COD&codeTheme=8>

<sup>5</sup> BCC (2022). Rapport annuel, Kinshasa, p. 17

l'indice de Gini qui était de 0.40 en 2014 a régressé passant à 0.51 en 2022. Le taux de pauvreté reste extrême avec 72.3% de la population cette même année récente, sans compter que 58% seulement de la population congolaise ont accès à une source améliorée d'eau potable.

Devant un tel constat, il est justifié que l'entrepreneuriat soit promu comme étant un moyen efficace devant être mis à contribution pour lutter contre le chômage et la pauvreté qui en découlent. C'est un défi que le présent article s'attèle à étudier le mécanisme, c'est-à-dire une tentative de réflexion sur des nouvelles pistes promotionnelles de l'entrepreneuriat en République Démocratique du Congo face à la situation désastreuse qui caractérise son paysage socio-économique.

## II. REVUE DE LA LITTÉRATURE ET PROBLÈME DE RECHERCHE

Des études sur l'entrepreneuriat ont déjà été abordées auparavant. A titre illustratif, Eddy Muhima Kadogo<sup>6</sup> pense dans son étude que l'Entrepreneuriat constitue une solution au développement et à la réduction de la pauvreté en République Démocratique du Congo. Se basant lui-même sur une étude très approfondie sur la relation entre l'environnement ou le climat des affaires des décennies antérieures, et issue de plusieurs investigations, l'auteur observe une dégradation progressive de ce mauvais climat liée aux incertitudes politiques qui ne favorisent pas la venue des investisseurs. Le mauvais climat des affaires est donc pour lui un des facteurs explicatifs à l'encontre de l'entrepreneuriat en République Démocratique du Congo.

Une autre étude s'est plutôt penchée sur la problématique du financement devant soutenir l'esprit entrepreneurial. Il s'agit d'Innocent Yere Apobe et Paul Omandji<sup>7</sup>. En effet, ces auteurs présentent dans leurs écrits les techniques des études de faisabilité de création d'entreprise, les formalités à remplir et les dispositifs de management à mettre en place pour démarrer une entreprise. Au regard de leur constat sur le mécanisme de création d'entreprise en RDC, ils exposent soit l'absence soit les faiblesses des structures de financement telles que les banques, l'investisseur-institutionnel, l'investisseur boursier, le capital-risqueur. A l'instar de l'auteur précité, ces derniers finissent par la même conclusion, à savoir l'existence d'un mauvais climat des affaires comme cause de la faiblesse des démarches entrepreneuriales en RD-Congo.

De son côté, Princesse Yeta Balutidi<sup>8</sup> déplore, après un survol synthétique de la situation économique des pays pauvres en général et de la République Démocratique du Congo en particulier, que ces pays, bien qu'ils se battent tous pour accéder à un meilleur développement économique et sociale, ne parviennent pas encore à arracher l'indépendance économique au même titre que l'indépendance politique. D'où, pour l'heure, la promotion des PME s'impose comme une priorité de la politique économique des pouvoirs publics pour contourner les politiques paternalistes à travers le soutien à l'initiative privée.

Seul l'Etat devrait permettre aux populations d'assumer directement leur responsabilité à travers leur participation dans la construction du pays. La crise économique, le chômage, la précarité des salaires poussent de nombreuses personnes à entreprendre dans l'informel. Cependant, l'auteur note une attitude positive dans la création de ces genres des PME informelles comme sans nul doute le signe de la vitalité du peuple congolais et de sa capacité de s'adapter aux situations nouvelles. Nombreux sont ceux qui trouvent dans les PME leur moyen de subsistance. Ainsi, l'Etat doit favoriser et soutenir les initiatives privées chez les congolais qui se livrent à des activités économiques des petites et moyennes entreprises.

Enfin, un autre intérêt a été porté sur l'étude précitée plus haut de Thimotée Makabu<sup>9</sup>. Mentionnant l'enquête 1-2-3, il s'avère pour lui que cette étude spécifique auprès des chefs d'UPI (identifiés au cours de la phase Emploi de ladite enquête), permet de mettre en évidence leurs

<sup>6</sup> MUHIMA KADOGO, E. (2018). Entrepreneuriat comme solution au développement et à la réduction de la pauvreté des congolais. Institut Facultaire de développement-Licence en sciences et Techniques de Développement.

<sup>7</sup> YERE APOBE, I., OMANDJI, P. (2022). Entrepreneuriat et Leadership - Manuel du créateur d'entreprise. Editions Académie U

<sup>8</sup> YETA BALUTIDI, P. (2008). L'apport des petites et moyennes entreprises au développement économique de la RDC. Université de Kinshasa (Mémoire).

<sup>9</sup> Makabu Ma Nkenda, T., et al. (2007). Le secteur informel en milieu urbain en RD-Congo: performances, insertion, perspectives principaux résultats de la phase 2 de l'enquête 1-2-3 2004-2005. DIAL.

conditions d'activité, leurs performances économiques, leur mode d'insertion dans le tissu productif et leurs perspectives. En identifiant leurs principales caractéristiques (précarité des conditions d'activité, micro-unités, prédominance des activités commerciales, main d'œuvre non qualifiée et non protégée, capital et investissement très faibles, difficultés d'accès au crédit, absence de lien entre services publics et unités de production, etc.), l'analyse ouvre des pistes pour la définition de politiques visant à améliorer le fonctionnement et l'insertion du secteur informel dans le tissu productif global en RDC.

Considérant cette brève revue de littérature, notre réflexion paraît comme complément de ces auteurs qui nous ont précédés. En effet, notre réflexion s'inscrit dans l'identification des défis à surmonter pour favoriser et booster l'élan entrepreneurial en RDC. Ainsi, notre problème de recherche consiste à décrire l'origine et l'émergence de l'entrepreneuriat en RDC, puis peindre le tableau des défis à relever pour faire éclore véritablement l'esprit entrepreneurial plutôt que le simple recours à l'entrepreneuriat conjoncturel de survie qui caractérise la classe moyenne et pauvre aujourd'hui !

### III. RESTITUTION HISTORIQUE DU PROBLÈME DE RECHERCHE

Depuis les années 60,70, et 80 l'environnement entrepreneurial était favorable aux initiatives de projets bancables, même les caisses d'épargne par leurs fonds propres pouvaient financer ou octroyer les crédits au taux d'intérêt relativement bas<sup>10</sup>. Cette situation a permis à plusieurs entrepreneurs congolais comme Bemba Saolonga, Alain Yav Ndua, Pascal Kinduelo etc., de se lancer dans des grandes activités productives des biens et services.

La charte des PME de la RD-Congo stipule que les PME constituent l'épine dorsale de l'économie congolaise ; elles sont l'un des principaux moteurs de l'innovation, de la création des richesses et de l'emploi ainsi que de l'intégration sociale en RD-Congo. Suite à la pauvreté multiforme qui continue à sévir dans ce pays, le nombre d'activités commerciales s'est fortement accru ces dernières années, notamment au niveau des micros, petites entreprises et artisanales évoluant souvent dans le secteur non structuré dit informel.

En RD-Congo, l'importance de la création de nouvelles entreprises (PME de services) résulte de la nécessité de trouver de nouveaux emplois en remplacement de ceux perdus comme ce qui s'était passé après les années 1970 avec l'échec des politiques de zaïrianisation, qui n'était rien d'autre que la politique adoptée par le pays en 1973 en termes de réappropriation nationale de l'économie ainsi que la redistribution des richesses acquises pendant la colonisation<sup>11</sup>. Il s'est agi d'un véritable partage aux citoyens congolais alors zaïrois, des entreprises appartenant aux étrangers.

L'échec dans la gestion des dites entreprises par les « nouveaux acquéreurs » incompetents incita le gouvernement à recourir à la radicalisation, c'est-à-dire l'étatisation de ces entreprises, un programme visant à corriger la Zaïrianisation. Ce programme qui a également échoué a fait que la Zaïrianisation et la radicalisation puissent affaiblir sévèrement l'économie du pays avec comme conséquences l'inflation et le chômage, la liquidation des stocks et des actifs des entreprises, la pénurie des produits de première nécessité, le départ des investisseurs nationaux et étrangers, donc une fuite massive de capitaux et la quasi-disparition de l'économie agricole, bref le délabrement total du tissu économique.

Beaucoup d'autres effets néfastes ont frappé de plein fouet l'économie congolaise, zaïroise à l'époque, auxquels se sont ajoutées au début des années 90 les scènes de pillages au terme d'une crise politique très prononcée. La situation de grande léthargie à laquelle le pays était plongé par la politique a occasionné par la suite des politiques axées sur la promotion d'entreprises nouvelles, de petites tailles, à l'aide d'incitations financières et fiscales, favorisée notamment par l'OPEC créé en 1973.

Malgré ces efforts, les PME/PMI congolaises ne sont pas arrivées à « créer un tissu économique de base favorisant la multiplication des échanges sur tout le territoire et ainsi faire décoller l'économie », comme le confirme l'étude de Kabuya (2006) sur l'entrepreneuriat associatif au Congo, qui nous fournit un diagnostic clair sur les facteurs limitant la contribution de l'entrepreneuriat à l'économie

<sup>10</sup> Kivava, D. (2006). Risques financiers dans une institution financière non bancaire : cas de CADECO, UCC.

<sup>11</sup> Tsambu Bulu, L. (2006). Refonder l'idéal panafricaniste à l'aune de l'intellectualité symbolique de la musique. Nationalisme, panafricanisme et reconstruction africaine, 11 :44, pp. 146-165.

nationale, dont les deux plus importants identifiés par l'auteur sont « l'informel » et « l'instabilité politique »<sup>12</sup>.

En effet, en RDC, les PME formelles appartenant aux autochtones, connaissent une concurrence forte et déloyale de l'informel du fait de leur positionnement dans des secteurs à faible barrière à l'entrée. L'informel, « profitant d'une totale absence de contraintes en matière d'imposition et de réglementation sociale », met sur le marché des produits et des services qui se vendent deux fois moins chers que ceux vendus par les PME formelles. Cette stratégie de domination par les coûts due aux avantages de l'informel a conduit à la cessation d'activité de beaucoup de PME/PMI formelles.

L'Usine de textile africaine (Utexafrica) basée à Kinshasa la capitale de la RD-Congo sombre dans une léthargie très avancée à cause de la concurrence lui imposée par les commerçants congolais qui importent frauduleusement les tissus wax de l'étranger (du Congo Brazzaville, du Kenya, de la Chine...) et les revendent à vil prix sur le marché.

La Marsavco, fleuron de l'industrie congolaise et filiale du groupe britannique Unilever a marqué l'histoire économique de la RD-Congo pendant près d'un siècle, ferme ses boutiques, laissant sur le tapis 8000 travailleurs pourtant expérimentés. Outre le fait que trois de ses quatre plantations de palmiers se trouvent en territoires sous occupation rebelle, on note que les systèmes fiscal et douanier du pays font que les huiles de cuisine produites localement reviennent plus chères que celles importées de Malaisie, Singapour ou Thaïlande<sup>13</sup>.

De même, suite aux mesures économiques irrationnelles prises par le gouvernement congolais de l'AFDL, Marsavco n'était plus en mesure de produire certains biens, à cause de la difficulté d'accès aux devises nécessaires à l'importation des intrants.

Si l'informel joue négativement chez les entrepreneurs congolais, en qualité de chercheur nous observons qu'il joue positivement chez les entrepreneurs étrangers, particulièrement les asiatiques. Du fait de leur positionnement dans des secteurs d'activité à fort barrage à l'entrée (import-export, exploitation minière, industrie), ils arrivent à intégrer l'informel dans leur chaîne de valeur. Tel est le cas au marché central du centre-ville de Kinshasa, où plusieurs commerçants ambulants congolais, voir certaines boutiques des congolais servent d'intermédiaires dans la commercialisation des produits (chaussures, cosmétiques, habits, etc.) de grands commerçants chinois, libanais, pakistanais ou ouest-africains.

Dans le secteur pharmaceutique tout comme dans l'informatique, beaucoup de congolais qui étaient employés par les Indiens montent leurs propres affaires (très souvent dans l'informel), bénéficiant ainsi du savoir-faire et des réseaux de leur ancien patron.

Dans la mode (couture), les PME libanaises n'hésitent pas à sous-traiter une partie de leur activité à des ateliers ou des individus (très expérimentés mais travaillant "au noir") qui font le travail à domicile ou dans des locaux cachés, dans des conditions de sécurités insuffisantes, en utilisant une main d'œuvre mal payée, souvent logée sur place. Cela permet de comprendre les faibles tarifs qu'ils pratiquent sur le marché<sup>14</sup>.

Enfin pour se couvrir contre le risque de change, beaucoup d'entrepreneurs ont pris cette question à la légère, d'où leur faillite. Le risque de change étant le déficit ou le gain entraîné par les fluctuations imprévisibles des cours de devises, en RDC ce risque est très élevé à cause justement du caractère volatile et inconvertible du franc congolais. La prise en compte de ce risque dans le management pousse les entrepreneurs à choisir le dollar américain comme devise de facturation, ces PME travaillant en étroite collaboration avec des cambistes congolais.

Ces entreprises sont dans les secteurs à faible barrage à l'entrée : alimentation (restauration, boulangerie, boucherie...) ; construction (bois, briques, ciments); maroquinerie (cordonnerie, garnissage...) ; bricolage électronique et électrique (réparation des appareils électroménagers, téléphones, installation électrique...); informatique TIC (cybercafé, Phonie,

<sup>12</sup> Kabuya (2006) cité par BUKASA, I. (2015). *Entrepreneuriat et lutte contre la pauvreté en RDC*. Université Internationale Al-Mustafa du Congo.

<sup>13</sup> Makabu Ma Nkenda, T., Mba, M.(2005). *Le Secteur informel en milieu urbain en République Démocratique du Congo : Performances, insertion, perspectives*. Principaux résultats de la phase 2 de l'enquête 1-2-3 2004- 2005.

<sup>14</sup> Idem

bureautique..) éducation (écoles et universités privées); Santé (tradi- praticiens, dispensaires hors-normes..); usinage (bonbonnerie, glace, eau de boisson, alcool...); mécanique (réparation automobile, quado..) etc.

Le troisième est constitué d'activités prohibées par l'Etat (import-export illégal, le marché parallèle de change, exploitation illégale de matières précieuses, proxénétisme..).

Pour montrer l'ampleur du phénomène de l'informel en RD-Congo, DeHerdt et Marysse <sup>(15)</sup> ont avancé quelques chiffres évocateurs. En effet, pour ces auteurs, historiquement parlant, en 1955 il y a eu 39 % de la population active âgée de 15 à 59 ans qui se trouvait dans le secteur formel, contre 61% dans l'économie non structurée. En 1961, 29% s'y trouvaient encore, pour 71% dans le secteur informel. Et en 1990, on a pu dénombrer 5% seulement de la population active qui pouvait encore être comptée dans le secteur formel.

Au vu de ces chiffres et après des tristes événements qui ont endeuillé l'économie de la RDC (pillages de 1991, 1993) et la guerre dite de libération (1997) ainsi que celle d'agression (1998), on estime qu'actuellement, pas plus de 1% de la population active pouvait encore compter sur le secteur formel.

Les défis de l'entrepreneuriat en RD-Congo constituent des facteurs indispensables à surmonter pour faire de cette activité le moteur principal de création des richesses et d'emplois.

#### IV. APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE

Dans notre approche méthodologique de la recherche, nous avons emprunté la méthode qualitative au regard des entretiens noués avec certaines personnes ressources ainsi qu'avec des jeunes entrepreneurs sur place à Kinshasa.

Cependant, en premier lieu, nous avons débuté par une analyse bibliographique. En effet, consultant plusieurs textes sur l'entrepreneuriat, articles, rapports et ouvrages en rapport avec le sujet, nous avons pu élaborer le cadre théorique de l'étude qui nous a permis de comprendre ce qui se passe en réalité. Il faut noter que dans cette étape de l'élaboration de notre réflexion, l'outil informatique à travers l'internet nous a été d'un apport consistant.

En deuxième lieu, comme susmentionné, nous avons procédé à des entretiens pour avoir l'opinion de certains chercheurs et analystes, et institutions dans le domaine de l'entrepreneuriat afin de ressortir les défis, auprès notamment de quelques entrepreneurs débitants et managers ainsi que des économistes s'intéressant à la question.

#### V. RÉSULTATS ET DISCUSSION

Tout au long de nos recherches, nous avons identifié des défis en matière d'entrepreneuriat en République Démocratique du Congo, notamment ce qui est repris dans le tableau ci-après.

**Tableau : Défis de l'entrepreneuriat en RDC**

N°	Défis	Causes
1	Environnement des affaires difficile	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Instabilité politique et insécurité dans certaines régions du pays</li> <li>- Bureaucratie importante et lenteurs administratives</li> <li>- Accès limité au financement (credits bancaires, capital-risque, etc.)</li> <li>- Infrastructures déficientes (routes, électricité, télécommunications)</li> <li>- Corruption et gouvernance défaillante</li> </ul>
2	Faible niveau d'éducation et de formation entrepreneuriale	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Manque de programmes de formation et d'accompagnement des entrepreneurs</li> <li>- Compétences techniques et de gestion insuffisantes chez de nombreux entrepreneurs</li> </ul>

<sup>15</sup> De Herdt, T., Marysse, S. (1996). L'économie informelle au Zaïre: (sur)vie et pauvreté dans la période de transition. Institut africain

3	Marché intérieur restreint et faible pouvoir d'achat de la population	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Taille du marché limitée par la pauvreté et le faible niveau de vie d'une grande partie de la population</li> <li>- Difficulté à exporter en raison des coûts élevés et des barrières commerciales</li> </ul>
4	Secteur informel predominant	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombreuses entreprises informelles qui échappent à la réglementation et aux services de l'Etat</li> <li>- Difficulté pour les entrepreneurs formels à être compétitifs face à l'informel</li> </ul>
5	Esprit d'entreprise peu développé	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Manque de culture entrepreneuriale et d'esprit d'initiative dans la société</li> <li>- Faible engouement des jeunes pour l'entrepreneuriat.</li> </ul>

Au regard du tableau ci-dessus, il ressort après notre enquête auprès des jeunes entrepreneurs congolais, que plusieurs défis sont à la base de la panne entrepreneuriale en République Démocratique du Congo, à savoir : l'environnement des affaires difficile, le faible niveau d'éducation financière, le marché intérieur restreint et faible pouvoir d'achat de la population, le secteur informel prépondérant, ainsi que l'esprit d'entreprise peu développé.

On peut noter que l'accès à la bonne information sur les affaires et la création des entreprises, le manque d'expérience dans la gestion, le problème de financement, l'instabilité d'affaires (faillite précoce) et le mimétisme ou l'imitation aveugle des activités telles qu'entreprises par les autres, la tracasserie fiscale et une non-prise de risque, sont également des défis réels et persistants parmi beaucoup d'autres auxquels est confronté l'entrepreneuriat en RDC.

## VI. PERSPECTIVES ENVISAGEABLES

Au-delà de la nécessité de s'attaquer aux problèmes soulevés par ces défis, pour aider les entrepreneurs congolais à revenir à leur élan des années 60, 70 et 80, nous sommes convaincus qu'il serait souhaitable d'améliorer sensiblement le climat des affaires et l'accès au financement. Si l'ANAPI joue déjà un rôle non négligeable sur la question du climat des affaires, son action n'est malheureusement pas suffisamment vulgarisée auprès du congolais ordinaire, ce qui requiert une campagne permanente et en profondeur. Devant la pratique d'usure des institutions de micro-finance, le gouvernement ferait mieux de viabiliser la CADECO et la rendre plus accessible à la population congolaise nécessitant d'entreprendre.

La vision du gouvernement devrait être celle de faire du secteur des PME, un véritable levier de renforcement d'une classe moyenne congolaise et de développement socioéconomique, en particulier par la promotion du capital privé national à travers les PME : agricoles, minières, industrielles et des services.

En plus de la réduction des facteurs qui affectent négativement le climat des affaires, il conviendrait de créer des infrastructures d'appuis financiers (un fonds de garantie pour les investissements) et non-financiers aux entreprises, particulièrement les PME (les incubateurs), renforcer les capacités d'investissement des institutions de formation professionnelle et des organisations d'appui aux PME, et développer les infrastructures d'appui au commerce, à l'industrie et aux services.

Par ailleurs, le gouvernement devrait opter pour une transformation progressive des structures de l'économie nationale de manière à la rendre moins vulnérables vis-à-vis des tournures hasardeuses des marchés mondiaux. Pour ce faire, dans les années à venir, il est indispensable de déployer effectivement des efforts additionnels pour soutenir le développement du secteur privé grâce à une amélioration substantielle du climat des affaires et à un meilleur accès au financement comme souligné supra.

En fin de compte, l'objectif est aussi de faciliter la pratique des affaires à travers la mise en place des dispositifs institutionnels et d'un cadre juridique qui protège les droits de propriété afin d'attirer les investisseurs nationaux du secteur privé à participer au développement intégral du pays.

## CONCLUSION

Notre réflexion est partie du constat sur la faiblesse de l'élan entrepreneurial en République Démocratique du Congo. Après un tour d'horizon général sur la situation entrepreneuriale des décennies 60, 70 et 80, dont l'élan s'était estompé par des politiques économiques peu recommandables de la part du gouvernement congolais, alors zaïrois, il s'ensuit que les efforts entrepreneuriaux actuels sont butés à des défis qu'il sied de remonter.

Notre recherche menée au terme d'une enquête qualitative auprès de certaines personnes ressources et de quelques jeunes entrepreneurs de la ville de Kinshasa, nous a conduit à pointer les défis ci-après : l'environnement des affaires difficile, le faible niveau d'éducation financière, le marché intérieur restreint et faible pouvoir d'achat de la population, le secteur informel prépondérant, ainsi que l'esprit d'entreprise peu développé. A cela s'ajoute l'accès difficile à la bonne information sur les affaires et la création des entreprises, le manque d'expérience dans la gestion, le problème de financement, l'instabilité d'affaires et le mimétisme ou l'imitation aveugle des activités telles qu'entreprises par les autres, la tracasserie fiscale et une non-prise de risque, sont également des défis réels et persistants parmi beaucoup d'autres auxquels est confronté l'entrepreneuriat en RDC.

Face à ces défis, au-delà des réponses adéquates à réserver aux problèmes soulevés, il conviendrait notamment de créer des infrastructures d'appuis financiers (un fonds de garantie pour les investissements) et non-financiers aux entreprises, particulièrement les PME (les incubateurs), renforcer les capacités d'investissement des institutions de formation professionnelle et des organisations d'appui aux PME, et développer les infrastructures d'appui au commerce, à l'industrie et aux services.

## BIBLIOGRAPHIE

- BCC (2022). Rapport annuel, Kinshasa.
- BUKASA, I. (2015). *Entrepreneuriat et lutte contre la pauvreté en RDC*. Université Internationale Al-Mustafa du Congo.
- De Herdt, T., Marysse, S. (1996). *L'économie informelle au Zaïre: (sur)vie et pauvreté dans la période de transition*. Institut africain.
- DRUCKER, P. (1985). *Les entrepreneurs*. Edition Hachette.
- HERNADEZ, E-M. (1999). *Le processus entrepreneurial : Vers un modèle stratégique d'entrepreneuriat*. Paris : L'Harmattan.
- JANSSEN, F. (2009). *Entreprendre : une introduction à l'entrepreneuriat*. De Bruxelles : Boeck (1ère édition).
- KIVAVA, D. (2006). *Risques financiers dans une institution financière non bancaire : cas de CADECO, UCC*.
- MAKABU Ma NKENDA, T., et al. (2007). *Le secteur informel en milieu urbain en RD-Congo: performances, insertion, perspectives principaux résultats de la phase 2 de l'enquête 1-2-3 2004-2005*. Paris : DIAL.
- MARCHENAY, M. (1987). *La petite entreprise, acteur de la stratégie industrielle*. Paris : Vuibert Gestion.
- MUHIMA KADOGO, E. (2018). *Entrepreneuriat comme solution au développement et à la réduction de la pauvreté des congolais*. Institut Facultaire de développement-Licence en sciences et Techniques de Développement.
- OCDE (2004). *Caractéristiques et importance des PME*. Revue de l'OCDE sur le développement, no5, 37-46. [<https://www.cairn.info/revue-2004-2-page-37.htm>].
- PAPIN, R. (2011). *La création d'entreprise*. Paris : Dunod.
- SCHMITT, C., et al. (2016). *Une introduction à l'entrepreneuriat*. Louvain-la-Neuve: De Boeck Supérieur.
- Tsambu Bulu, L. (2006). *Refonder l'idéal panafricaniste à l'aune de l'intellectualité symbolique de la musique. Nationalisme, panafricanisme et reconstruction africaine*, 11 :44, pp. 146-165.
- YERE APOBE, I., OMANDJI, P. (2022). *Entrepreneuriat et Leadership - Manuel du créateur d'entreprise*. Editions Académie U.
- YETA BALUTIDI, P. (2008). *L'apport des petites et moyennes entreprises au développement économique de la RDC*. Université de Kinshasa (Mémoire).